

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro : Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste : Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ. TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée ; moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

- Décret du 8 juin 1934**, rendant applicables aux colonies, les dispositions du décret du 4 avril 1934 concernant la suppression du cumul d'une rémunération d'auxiliaire et d'une pension d'ancienneté. (Arrêté de promulgation du 30 juillet 1934). 434
- Décret du 8 juin 1934**, portant classement de station thermale. (Arrêté de promulgation du 30 juillet 1934). 435
- Décret du 11 juin 1934**, portant revision des indemnités allouées au personnel militaire en service aux colonies. (Arrêté de promulgation du 30 juillet 1934). 435
- Décret du 13 juin 1934**, relatif au paiement des dépenses publiques et à l'acquittement des redevables par chèques et virements de banque en Afrique équatoriale française et dans les territoires du Togo et du Cameroun. (Arrêté de promulgation du 30 juillet 1934). 435

ACTES DU POUVOIR LOCAL

- Arrêté du 21 avril 1934**, portant modification au tableau des articles et objets exempts de droits d'importation annexé à l'arrêté du 6 novembre 1928 fixant les taxes à percevoir à l'entrée dans le territoire du Togo des produits de toute origine ou provenance. 437

- Arrêté du 20 mai 1934**, portant virement de crédits à l'intérieur de divers chapitres du budget annexe de la santé publique, du budget local et du budget spécial sur fonds d'emprunt, exercice 1933. 437

- Arrêté du 31 mai 1934**, portant annulation de crédits restés sans emploi à la clôture de l'exercice 1933 au budget local, au budget annexe de la santé publique et au budget spécial des grands travaux sur fonds d'emprunt. 440

- Arrêté du 31 mai 1934**, portant annulation des crédits restés sans emploi à la clôture de l'exercice 1933 du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf. 441

- Arrêté du 20 juillet 1934**, complétant l'article 3 de l'arrêté du 2 octobre 1933 fixant les conditions générales de recrutement, du personnel des cadres locaux européens à l'exception de celui des services civils. 441

- Arrêté du 25 juillet 1934**, mettant en observation sanitaire les bateaux en provenance de la Côte d'Ivoire. 442

- Arrêté du 26 juillet 1934**, complétant l'arrêté N° 364 du 8 juillet 1932 réglementant l'attribution de logements aux fonctionnaires. 442

- Arrêté du 26 juillet 1934**, rapportant l'indemnité compensatrice de logement. 442

- Arrêté du 26 juillet 1934**, rapportant l'arrêté du 23 décembre 1925 accordant une indemnité représentative de logement aux agents indigènes des cadres locaux du Togo et aux agents indigènes détachés des cadres de l'A. O. F. 443

- Arrêté du 26 juillet 1934**, ouvrant à l'exploitation la gare de Blitta. 443

- Arrêté du 26 juillet 1934**, fixant les tarifs pour le transport des voyageurs et bagages par les trains de marchés. 443

Arrêté du 26 juillet 1934, portant règlement du compte administratif de la commune mixte de Lomé pour l'exercice 1933. 444

Arrêté du 26 juillet 1934, portant approbation du budget supplémentaire de la commune mixte de Lomé, exercice 1934. 444

Arrêtés du 26 juillet 1934, approuvant et rendant exécutoires divers rôles primitifs et supplémentaires afférents à l'exercice 1934. 445

Arrêté du 26 juillet 1934, portant admission en non valeur de côtes irrécouvrables afférentes à l'exercice 1934. 446

Arrêté du 26 juillet 1934, réglementant la circulation du bétail et instituant le contrôle sanitaire sur les zones frontières du Territoire. 446

Arrêté du 26 juillet 1934, fixant les heures de travail, de repos et des repas des détenus dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France. 447

Actes divers concernant le personnel 448

Association 452

Censeur administratif 452

Commissions 452

Conseil consultatif du chemin de fer et du wharf 452

Enseignement 452

Indemnités 452

Libération conditionnelle 453

Interdiction de séjour 453

Subventions 453

Produits pharmaceutiques 453

Domaines 453

Avis 455

Bulletin météorologique 456

Etat des mouvements de la navigation du port de Lomé pendant le mois de juillet 1934. 458

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis 459

Foire du Havre 459

Annonces 459

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Application aux colonies des dispositions du décret du 4 avril 1934 concernant la suppression du cumul d'une rémunération d'auxiliaire et d'une pension d'ancienneté

ARRETE N° 422 promulguant au Togo le décret du 8 juin 1934 rendant applicables aux colonies, les dispositions du décret du 4 avril 1934 concernant la suppression du cumul d'une rémunération d'auxiliaire et d'une pension d'ancienneté.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 8 juin 1934 rendant applicables aux colonies les dispositions du décret du 4 avril 1934 concernant la suppression du cumul d'une rémunération d'auxiliaire et d'une pension d'ancienneté;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 8 juin 1934 rendant applicables aux colonies les dispositions du décret du 4 avril 1934 concernant la suppression du cumul d'une rémunération d'auxiliaire et d'une pension d'ancienneté.

Lomé, le 30 juillet 1934.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 4 avril 1934 supprimant le cumul d'une rémunération d'auxiliaire et d'une pension d'ancienneté;

Vu le décret du 6 avril 1934 portant extension aux colonies des dispositions des décrets du 4 avril 1934;

Sur la proposition du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toutes les administrations coloniales, services ou établissements publics coloniaux ou locaux, dotés ou non de l'autonomie financière, il sera procédé au licenciement des agents auxiliaires temporaires qui, quel que soit leur âge, sont titulaires d'une pension soit de l'Etat, des départements, des municipalités, des communes, soit de la caisse intercoloniale, basée sur la durée des services et d'un montant égal ou supérieur à 6.000 francs.

Cette disposition n'est pas applicable aux auxiliaires temporaires titulaires d'une pension militaire proportionnelle.

Le délai prévu pour l'application de cette mesure sera de deux mois, à partir de la publication du présent décret.

ART. 2. — Il ne pourra être dérogé aux dispositions de l'article précédent qu'en vertu d'une décision spéciale et motivée du chef de la colonie où l'agent auxiliaire se trouve en service.

ART. 3. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent décret.

ART. 4. — Le ministre des colonies est chargé de l'application du présent décret.

Fait à Paris, le 8 juin 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Pierre LAVAL.

Voir le texte du décret du 4 avril 1934 au J. O. R. F. du 5 avril 1934 page 3507.

Station thermale

ARRETE N° 421 promulguant au Togo le décret du 8 juin 1934 portant classement de station thermale.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 8 juin 1934 portant classement de station thermale;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 8 juin 1934, portant classement de station thermale.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 juillet 1934.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 3 juillet 1897 sur les déplacements et les passages du personnel colonial, modifié par les décrets des 7 mai 1925, 14 août et 9 novembre 1926, 16 novembre 1929, 12 mars 1931, 26 mai 1932 et 6 février 1933;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — La station thermale d'Aulus (Ariège) est ajoutée à celle où les fonctionnaires du service colonial et des services locaux peuvent être envoyés en traitement dans les conditions prévues à

l'article 12, position 5, du décret du 3 juillet 1897, modifié par les décrets des 7 mai 1925, 14 août et 9 novembre 1926, 16 novembre 1929, 12 mars 1931, 26 mai 1932 et 6 février 1933.

ART. 2. — La durée du traitement dans cette station est fixée à vingt et un jours.

ART. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 8 juin 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Pierre LAVAL.

Indemnités du personnel militaire aux colonies

ARRETE N° 423 promulguant au Togo le décret du 11 juin 1934 portant revision des indemnités allouées au personnel militaire en service aux colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 11 juin 1934, portant revision des indemnités allouées au personnel militaire en service aux colonies;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 11 juin 1934, portant revision des indemnités allouées au personnel militaire en service aux colonies.

Lomé, le 30 juillet 1934.

BOURGINE.

(Voir texte du décret du 11 juin 1934, au J. O. R. F. n° 140 du 15 juin 1934, page 5949).

Paiement des dépenses publiques et acquittement des redevables par chèques et virements de banque

ARRETE N° 424 promulguant au Togo le décret du 13 juin 1934 relatif au paiement des dépenses publiques et à l'acquittement des redevables par chèques et virements de banque en Afrique équatoriale française et dans les territoires du Togo et du Cameroun.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 13 juin 1934 relatif au paiement des dépenses publiques et à l'acquittement des redevables par chèques et virements de banque en Afrique équatoriale française et dans les territoires du Togo et du Cameroun;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 13 juin 1934, relatif au paiement des dépenses publiques et à l'acquittement des redevables par chèques et virements de banque en Afrique équatoriale française et dans les territoires du Togo et du Cameroun.

Lomé, le 30 juillet 1934.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des colonies, du ministre des finances et du ministre du budget;

Vu le décret du 31 mai 1852 sur la comptabilité publique;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 10 février 1927 autorisant le paiement des dépenses publiques par chèques et virements de banque en Afrique équatoriale française;

Vu l'article 10 de la convention du 24 février 1927, approuvée par la loi du 29 janvier 1929, portant renouvellement du privilège de la banque de l'Afrique occidentale;

Vu le décret du 11 décembre 1927 relatif au paiement par virement de compte des dépenses de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics;

Vu le décret du 20 décembre 1927 relatif au paiement des dépenses publiques par chèques et virements de banque dans les territoires du Cameroun placés sous le mandat de la France;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les créanciers de l'Etat, du budget général et des budgets annexes, des budgets locaux, communaux, des services hors budgets et des établissements publics locaux, de l'Afrique équatoriale française et des territoires du Togo et du Cameroun placés sous le mandat de la France qui ont un compte ouvert, à leur nom, à la banque de l'Afrique occidentale ou à une banque ayant elle-même un compte courant avec la banque de l'Afrique occidentale, peuvent, sous les conditions indiquées au présent décret, obtenir paiement de leur créance sans avoir à se déplacer ni à donner personnellement quittance, par simple virement comportant inscription de la somme due au crédit de leur compte de dépôt.

ART. 2. — Les paiements par virements sont applicables aux sommes mandatées sur la caisse du trésorier général, des trésoriers payeurs ou sur celle de leurs préposés ainsi que sur la caisse des comptables des autres services financiers, lorsqu'il existe à la résidence de ces comptables une succursale ou une agence de la banque privilégiée. Ils sont effectués en

vertu, soit d'une clause formelle des marchés, soit d'une mention signée inscrite sur la facture ou le mémoire, soit, à défaut de facture ou de mémoire, d'une lettre adressée à l'ordonnateur par le titulaire de la créance.

ART. 3. — Lorsqu'il doit être procédé à un paiement par virement, le mandat ou l'ordre de paiement portant l'indication du compte à créditer et accompagné des pièces justificatives, y compris, s'il y a lieu, la lettre visée à l'article ci-dessus, est adressé par l'ordonnateur au comptable chargé du paiement de la dépense.

Après avoir reconnu la régularité des pièces produites, fait application, le cas échéant, des oppositions ou autres empêchements et contrôlé la concordance entre la désignation du titulaire du mandat et celle du titulaire du compte à créditer, le comptable appose sur le titre de paiement la mention datée « vu bon à payer », arrête en toutes lettres, sur ce titre, la somme nette à porter au crédit du compte et, s'il s'agit d'un traitement ou d'une solde militaire, indique la date à partir de laquelle le compte du créancier pourra être crédité. Il prend ensuite les dispositions nécessaires pour effectuer ou faire effectuer le virement et il en informe le créancier au moyen d'un avis transmis par l'intermédiaire de l'ordonnateur.

ART. 4. — Le comptable remet le titre de paiement à la succursale ou à l'agence de la banque de l'Afrique occidentale de sa résidence qui lui en accuse réception. Celle-ci retient le titre, s'il la concerne, et, dans le cas contraire, le fait parvenir à la banque intéressée.

L'établissement qui a le compte de dépôt dans ses écritures porte sur le titre de paiement une mention, dûment signée, constatant que la somme due a été inscrite au crédit du compte indiqué.

Le mandat ou l'ordre de paiement ainsi annoté est renvoyé au comptable, soit directement par la banque de l'Afrique occidentale, soit par son intermédiaire, s'il s'agit d'un virement effectué par une autre banque. Dans ce dernier cas, la banque de l'Afrique occidentale crédite la banque intéressée et certifie cette opération sur le titre de paiement.

La banque de l'Afrique occidentale sera remboursée par le comptable, soit en chèques ou effets détenus par ce dernier en conformité de l'article 8 ci-après, soit en numéraire.

ART. 5. — Aucune saisie-arrêt ou opposition, aucun transport ou cession, aucune signification ayant pour objet d'arrêter le paiement de la créance ne peuvent avoir d'effet en ce qui concerne la somme portée sur le mandat s'ils interviennent après que le comptable a revêtu ce titre de la mention : « Bon à payer ».

ART. 6. — La faculté d'obtenir le virement est subordonnée à la possibilité de l'exécution entièrement laissée à l'appréciation du comptable.

Dans le cas où le paiement par virement n'est pas réalisable, avis en est donné par le comptable à l'ordonnateur.

La faculté du paiement par virement inscrite à l'article 1^{er} du présent décret n'est pas applicable :

1^o — Aux sommes dues par une collectivité publique à une autre collectivité publique ;

2^o — Aux créances dont les titulaires sont décédés ;

3^o — Aux créances dont les titulaires ont été déclarés en faillite ou en liquidation judiciaire ;

4^o — Aux créances indivises ;

5^o — A toutes créances pour lesquelles l'acquit donné par le titulaire ou son représentant légal ne constituerait pas décharge libératoire pour l'Etat ou pour la collectivité publique débitrice.

ART. 7. — Dans le cas où la somme due doit être inscrite au compte d'un tiers ayant justifié de ses droits à la créance, le payeur établit, en vue du virement, un titre de paiement spécial qui est ultérieurement rattaché au mandat.

ART. 8. — Dans les diverses colonies de l'Afrique équatoriale française et dans les territoires du Togo et du Cameroun, placés sous le mandat de la France, les comptables du trésor et ceux des autres services financiers sont autorisés à recevoir en paiement des droits, des impôts et autres produits dont le recouvrement leur incombe et à les comprendre dans leur encaisse comme valeurs de caisse, les chèques tirés sur la banque de l'Afrique occidentale et visés par les directeurs des succursales ou agences de cet établissement ou les effets souscrits directement par lui.

Des arrêtés des lieutenants-gouverneurs et Commissaires de la République désigneront les comptables des autres services financiers qui seront autorisés à accepter ce mode de paiement.

A toute époque le remboursement des chèques visés reçus en paiement par les comptables pourra être demandé à la banque.

ART. 9. — Toutes dispositions contraires sont abrogées en particulier les décrets des 10 février et 20 décembre 1927.

ART. 10. — Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 13 juin 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Pierre LAVAL.

Le ministre des finances,
Germain MARTIN.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Exemption de droits d'importation

ARRETE N° 214 portant modification au tableau des articles et objets exempts de droits d'importation annexé à l'arrêté du 6 novembre 1928 fixant les taxes à percevoir à l'entrée dans le territoire du Togo des produits de toute origine ou provenance.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial

Vu le décret du 2 juillet 1928 relatif à l'application de la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial ;

Vu l'arrêté du 6 novembre 1928 fixant les taxes à percevoir à l'entrée dans le territoire du Togo des produits de toute origine ou provenance ;

Le conseil d'administration entendu ;

Sous réserve d'approbation ministérielle ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du paragraphe 23 du tableau II des articles et objets exempts de droits d'importation annexé à l'arrêté du 6 novembre 1928 susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

23^o — Appareils de navigation aérienne (dirigeables et aéroplanes) et leurs accessoires à l'exception de l'essence, des huiles et de l'outillage.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 avril 1934.

L. PÊTRE.

Approuvé par dépêche ministérielle n° 30 du 18 juillet 1934.

Budgets — Virement de crédits

ARRETE N° 261 bis portant virement de crédit à l'intérieur de divers chapitres du budget annexe de la santé publique, du budget local et du budget spécial sur fonds d'emprunt — exercice 1933.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu l'article 203 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Sous réserve d'approbation ultérieure en conseil d'administration;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont autorisés à l'intérieur des chapitres ci-dessous désignés du budget local, exercice 1933, les virements ci-après :

CHAPITRE II

COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE (*Personnel*)

	<i>à retrancher</i>	<i>à ajouter</i>
ART. 1er. — Commissaire de la République	32.965,91	
ART. 2. — Cabinet du Commissaire de la République	1.857,47	
ART. 3. — Inspection mobile	30.358,44	
ART. 4. — Dépenses d'exercices clos	750,00	
	<u>32.965,91</u>	<u>32.965,91</u>

CHAPITRE III

COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE (*Matériel*)

ART. 2. — Service intérieur de l'hôtel du Commissariat de la République	20.732,61	
ART. 3. — Mobilier	12.880,51	
ART. 4. — Inspection mobile	33.443,12	
ART. 5. — Dépenses d'exercices clos	170,00	
	<u>33.613,12</u>	<u>33.613,12</u>

CHAPITRE IV

SERVICES D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE (*Personnel*)

ART. 2. — Bureaux du gouvernement	95.961,79	
ART. 3. — Circonscriptions administratives (personnel européen)	5.491,51	
ART. 4. — Circonscriptions administratives (personnel indigène)	8.408,76	
ART. 5. — Justice européenne	1.942,00	
ART. 6. — Justice indigène	7.859,73	
ART. 7. — Police administrative judiciaire	124.729,10	
ART. 8. — Etablissements pénitentiaires	493,60	
ART. 9. — Inspection maritime	66,69	
ART. 10. — Forces de police	68.949,15	
ART. 11. — Moyens de transport	10.527,12	
ART. 12. — Dépenses des exercices clos	47.170,71	
	<u>185.800,08</u>	<u>185.800,08</u>

CHAPITRE V

SERVICES D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE (*Matériel*)

	<i>à retrancher</i>	<i>à ajouter</i>
ART. 1er. — Secrétariat général	880,00	
ART. 2. — Bureaux du gouvernement	8.066,25	
ART. 5. — Justice européenne	2.366,26	
ART. 6. — Justice indigène	3.772,80	
ART. 12. — Dépenses d'exercices clos	1.047,19	
	<u>8.066,25</u>	<u>8.066,25</u>

CHAPITRE VI

SERVICES FINANCIERS (*Personnel*)

ART. 1er. — Bureaux du trésor	89.335,88	
ART. 3. — Enregistrement et domaines	3.599,68	
ART. 5. — Dépenses d'exercices clos	85.736,20	
	<u>89.335,88</u>	<u>89.335,88</u>

CHAPITRE VII

SERVICES FINANCIERS (*Matériel*)

ART. 1er. — Trésor	5.831,74	
ART. 4. — Service topographique	72,16	
ART. 5. — Dégrevements et remboursements	73.625,25	
ART. 6. — Dépenses d'exercices clos	67.721,35	
	<u>73.625,25</u>	<u>73.625,25</u>

CHAPITRE VIII

DÉPENSES DES EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES (*Personnel*)

ART. 1er. — P. T. T.	1.873,46	
ART. 2. — T. S. F.	4.555,86	
ART. 3. — Travaux publics	25.684,77	
ART. 5. — Agriculture	5.900,67	
ART. 6. — Service zootechnique	31.933,14	
ART. 7. — Services forestiers	30.000,00	
ART. 8. — Dépenses d'exercices clos	33.030,10	
	<u>66.489,00</u>	<u>66.489,00</u>

CHAPITRE IX

DÉPENSES DES EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES (*Salaires*)

ART. 3. — Travaux publics	200,00	
ART. 8. — Dépenses d'exercices clos	200,00	
	<u>200,00</u>	<u>200,00</u>

CHAPITRE X

DÉPENSES DES EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES (*Matériel*)

	à retrancher	à ajouter
ART. 2. — Télégraphie sans fil		38.318,15
ART. 6. — Agriculture	47.537,01	
ART. 8. — Dépenses d'exercices clos		9.218,86
	<u>47.537,01</u>	<u>47.537,01</u>

CHAPITRE XI

TRAVAUX PUBLICS

ART. 2. — Entretien des routes et ponts	3.779,00	
ART. 8. — Dépenses d'exercices clos		3.779,00
	<u>3.779,00</u>	<u>3.779,00</u>

CHAPITRE XII

SERVICES D'INTÉRÊT SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

(*Personnel*)

ART. 6. — Service météorologique	4.033,70	
ART. 7. — Expansion extérieure	80.461,37	
ART. 8. — Dépenses d'exercices clos		84.495,07
	<u>84.495,07</u>	<u>84.495,07</u>

CHAPITRE XIII

SERVICES D'INTÉRÊT SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

(*Matériel*)

ART. 1 ^{er} . — Instruction publique	69.434,79	
ART. 3. — Enseignement libre.		9.506,00
ART. 6. — Service météorologique		13.980,96
ART. 7. — Expansion extérieure	90.300,72	
ART. 8. — Subventions à des œuvres d'intérêt social		6.870,41
ART. 9. — Dépenses d'exercices clos		129.378,14
	<u>159.735,51</u>	<u>159.735,51</u>

CHAPITRE XIV

DÉPENSES DIVERSES (*Personnel*)

ART. 1 ^{er} . — Allocations spéciales	2.778,12	
ART. 2. — Allocations temporaires		4.375,00
ART. 3. — Allocations exceptionnelles	1.708,28	
ART. 4. — Dépenses d'exercices clos		111,40
	<u>4.486,40</u>	<u>4.486,40</u>

CHAPITRE XV

DÉPENSES DIVERSES (*Matériel*)

	à retrancher	à ajouter
ART. 1 ^{er} . — Transport du personnel et du matériel		64.178,66
ART. 5. — Dotations	150.030,95	
ART. 7. — Dépenses éventuelles		1.144,55
ART. 9. — Dépenses d'exercices clos		84.707,74
	<u>150.030,95</u>	<u>150.030,95</u>

CHAPITRE XVII

DÉPENSES IMPRÉVUES

ART. 2. — Autres dépenses imprévues	120,00	
ART. 3. — Dépenses d'exercices clos		120,00
	<u>120,00</u>	<u>120,00</u>

CHAPITRE XX

DÉPENSES EXTRAORDINAIRES

ART. 1 ^{er} . — Liquidation des dépenses de l'exposition coloniale		23.074,56
ART. 5. — Dépenses d'assainissement		19.874,00
ART. 8. — Contribution aux dépenses d'entretien des troupes de passage	63.562,42	
ART. 11. — Frais accessoires et de transport du matériel sur prestations		20.613,86
	<u>63.562,42</u>	<u>63.562,42</u>

ART. 2. — Sont autorisés à l'intérieur des chapitres ci-dessous désignés du budget annexe de la santé publique, exercice 1933, les virements ci-après :

CHAPITRE I

SERVICES SANITAIRES ET MÉDICAUX (*Personnel*)

	à retrancher	à ajouter
ART. 4. — Assistance médicale indigène	49.078,44	
ART. 5. — Hygiène publique		47.731,61
ART. 6. — Dépenses d'exercices clos		1.346,83
	<u>49.078,44</u>	<u>49.078,44</u>

CHAPITRE IV

TRANSPORTS

ART. 1 ^{er} . — Transport de personnel	81.661,64	
ART. 2. — Transport de matériel		87.162,75
ART. 3. — Achat de matériel de transport	22.012,56	
ART. 4. — Dépenses d'exercices clos		16.511,45
	<u>103.674,20</u>	<u>103.674,20</u>

CHAPITRE V

DÉPENSES DIVERSES

à retrancher à ajouter

ART. 1 ^{er} . — Remise aux collec-		
teurs	55.759,84	
ART. 6. — Dépenses d'exerci-		
ces clos		55.759,84
	• 55.759,84	55.759,84

ART. 3. — Sont autorisés à l'intérieur des chapitres ci-dessous désignés du budget spécial sur fonds d'emprunt, exercice 1933, les virements ci-après :

CHAPITRE IV

MAIN D'ŒUVRE INDIGÈNE

à retrancher à ajouter

ART. 3. — Infrastructure	457.357,43	
ART. 4. — Superstructure	457.357,43	
	457.357,43	457.357,43

CHAPITRE VI

DÉPENSES DIVERSES

ART. 1 ^{er} . — Douane	54.516,02	
ART. 3. — Transport du per-		
sonnel à l'extérieur du Terri-		
toire		54.516,02
	54.516,02	54.516,02

CHAPITRE XII

MESURES D'ORDRE LOCAL

ART. 1 ^{er} . — Renforcement des		
moyens de direction	334,71	
ART. 2. — Développement des		
services de médecine préven-		
tive		334,71
	334,71	334,71

CHAPITRE XIII

MESURES D'ORDRE LOCAL (Matériel)

ART. 5. — Protection sanitaire		
de la main d'œuvre		144,00
ART. 6. — Protection démogra-		
phique de la main d'œuvre	144,00	
	144,00	144,00

ART. 4. — Le présent arrêté sera inséré au journal officiel du Territoire et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 mai 1934.

BOURGINE.

Ratifié en conseil d'administration dans sa séance du 26 juillet 1934.

Budgets — Annulations de crédits

ARRÊTE N° 294 bis portant annulation de crédits restés sans emploi à la clôture de l'exercice 1933, au budget local, au budget annexe de la santé publique et au budget spécial des grands travaux sur fonds d'emprunt.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment en son article 274;

Vu le décret du 22 août 1933, portant approbation des budgets du Togo pour l'exercice 1933;

Vu tous actes modificatifs subséquents les ayant modifiés;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont annulés au budget local, exercice 1933, les crédits suivants restés sans emploi au 31 mai 1934 :

CHAPITRE I —	308.649,20
— II —	35.457,84
— III —	2.157,76
— IV —	1.780,20
— V —	221.224,18
— VI —	140.178,10
— VII —	458.271,11
— VIII —	8.196,01
— IX —	111.284,25
— X —	623.192,20
— XI —	1.381.302,64
— XII —	59.896,77
— XIII —	53.472,79
— XIV —	294,06
— XV —	284.683,99
— XVI —	2.312,00
— XVII —	7.105,41
— XVIII —	900.000,00
— XIX —	1.500.000,00
— XX —	7.269.942,97
	13.369.401,48

ART. 2. — Sont annulés au budget annexe de la santé publique et de l'A. M. I. (exercice 1933), les crédits suivants restés sans emploi au 31 mai 1934 :

CHAPITRE I —	105.418,53
— II —	344.380,86
— III —	44.213,36
— IV —	14.529,73
— V —	66.143,69
	574.686,17

ART. 3. — Sont annulés au budget spécial sur fonds d'emprunt (exercice 1933) les crédits suivants restés sans emploi au 31 mai 1934 :

CHAPITRE I —	408.995,20
— III —	165.166,14
— IV —	434.667,65
— V —	3.492.013,82
— VI —	855.836,16
— VII —	204.633,76
— VIII —	1.380.777,48
— IX —	3.734.514,30
— XI —	250.000,00
— XII —	6.418,67
— XIII —	1.941.668,88
	<hr/>
	12.874.692,06

ART. 4. — Le présent arrêté sera publié, enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 31 mai 1934.

BOURGINE.

ARRETE N° 295 bis portant annulation des crédits restés sans emploi à la clôture de l'exercice 1933 du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et plus spécialement l'article 267 de ce décret;

Vu l'arrêté interministériel du 2 juillet 1923 instituant un fonds de roulement, un fonds de renouvellement et un fonds de réserve spécial du service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté n° 198 du 10 septembre 1923 réglementant le fonds de réserve du service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté n° 199 du 10 septembre 1923 réglementant le fonctionnement du fonds de renouvellement du service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté n° 200 du 10 septembre 1923 réglementant le fonctionnement du fonds de roulement du service des voies de pénétration et du wharf du Togo, modifié par l'arrêté n° 229 du 29 avril 1931 et par l'arrêté n° 262 du 24 mai 1932;

Vu le décret du 22 août 1933 portant approbation du budget annexe du chemin de fer et du wharf, (exercice 1933);

Vu le décret du 14 mars 1934 portant modification au budget annexe du chemin de fer et du wharf, (exercice 1933);

Sur la proposition du chef des services du chemin de fer et du wharf du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont annulés au budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo, (exercice 1933), les crédits suivants restés sans emploi à la date du 31 mai 1934 :

CHAPITRE I —	184.714,57
— II —	118.822,90
— III —	744.778,12
— IV —	57.978,02
— V —	283.526,52
— VI —	295.671,24
— VIII —	2.267.662,40
	<hr/>
Total	3.953.153,78

ART. 2. — Le chef des services du chemin de fer et du wharf du Togo et le trésorier-payeur sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 31 mai 1934.

BOURGINE.

Recrutement des agents des cadres locaux européens

ARRETE N° 385 complétant l'article 3 de l'arrêté n° 544 du 2 octobre 1933, fixant les conditions générales de recrutement du personnel des cadres locaux européens du Togo à l'exception de celui des services civils.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 544 du 2 octobre 1933, fixant les conditions générales de recrutement, stage, avancement, discipline du personnel des cadres locaux européens du Togo, à l'exception de celui des services civils;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le dernier paragraphe de l'article 3 de l'arrêté n° 544 du 2 octobre 1933 susvisé, est complété ainsi qu'il suit :

« Ces agents conserveront, à titre personnel, une « allocation égale à la différence entre leur solde de « présence contractuelle et celle de la classe à laquelle « ils auront été nommés dans le cadre, jusqu'à leur « promotion à un grade ou à une classe comportant « une solde de présence égale ou supérieure à leur « solde, augmentée de l'allocation qui leur aura été « conservée.

« Cette allocation personnelle n'est pas passible de « retenue pour pension.

« Le temps passé comme contractuel dans les con- « ditions du 2^e paragraphe de l'article 1^{er} de l'arrêté « du 2 octobre susvisé, comptera pour l'avancement, « jusqu'à concurrence d'une année au maximum.

« Toutefois, si la durée des services accomplis « comme contractuel est inférieure à deux années, il « ne sera conservé aucune ancienneté ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 20 juillet 1934.

BOURGINE.

Visite sanitaire

ARRETE N° 393 mettant en observation sanitaire les bateaux-en provenance de la Côte d'Ivoire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 24 décembre 1928 portant règlement de police sanitaire aux colonies;

Vu le télégramme n° 302 en date du 25 juillet 1934 du chef du service de santé de la Côte d'Ivoire notifiant l'existence d'un cas mortel européen de fièvre jaune à Abidjan;

Sur la proposition du chef du service de santé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Jusqu'à nouvel ordre, les passagers européens ou assimilés en provenance de la Côte d'Ivoire débarquant au Togo seront soumis pendant quatre jours consécutifs à une visite sanitaire quotidienne et devront, dans ce but, se présenter chaque matin au médecin de la subdivision sanitaire du port de débarquement. Dans le cas où, avant l'expiration de cette période de quatre jours ils désireraient quitter le port de débarquement pour se rendre dans une autre localité du Territoire, ils devront être munis d'un passeport sanitaire délivré par l'autorité sanitaire du port de destination afin d'achever, sous la surveillance de ce dernier, leur période d'observation de quatre jours. Si l'autorité sanitaire le juge nécessaire, ils pourront être mis en observation sous grillage ou sous moustiquaire, soit dans un hôpital, soit dans un lazaret, soit à leur domicile.

Les passagers indigènes à destination du Togo seront soumis à une période d'observation de quatre jours au lazaret du port de débarquement.

La désinfection des bagages des passagers européens ou indigènes débarquant au Togo pourra être éventuellement prescrite et opérée par les soins des autorités sanitaires.

Les marchandises en provenance de la Côte d'Ivoire pourront être également, si l'autorité sanitaire le juge utile, soumises à la désinfection.

ART. 2. — Le chef du service de santé, le directeur du service des voies de pénétration et du wharf, le chef du service des douanes et les administrateurs des cercles de Lomé et Aného, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 25 juillet 1934.

BOURGINE.

Logement des fonctionnaires

ARRETE N° 399 complétant l'arrêté n° 364 du 8 juillet 1932 réglementant l'attribution de logements aux fonctionnaires.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 janvier 1914 portant règlement sur l'installation, l'ameublement, la domesticité et les frais divers des hôtels des gouverneurs et autres fonctionnaires ayant droit à la gratuité du logement et de l'ameublement dans les colonies et pays de protectorat;

Vu l'arrêté n° 364 du 8 juillet 1932 réglementant l'attribution de logements aux fonctionnaires;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est complété comme suit le paragraphe 1^{er} de l'article 2 de l'arrêté local susvisé du 8 juillet 1932 :

« En aucun cas, l'administration locale ne prendra à bail ou en location des immeubles pour loger ces fonctionnaires ».

Le reste sans changement.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 juillet 1934.

BOURGINE.

ARRETE N° 400 rapportant l'indemnité compensatrice de logement.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 janvier 1914 portant règlement sur l'installation, l'ameublement, la domesticité et les frais divers des hôtels des gouverneurs et autres fonctionnaires ayant droit à la gratuité du logement et de l'ameublement dans les colonies et pays de protectorat;

Vu l'arrêté n° 364 du 8 juillet 1932 réglementant l'attribution de logements aux fonctionnaires;

Vu l'arrêté n° 52 majorant le taux de l'indemnité de zone en faveur des fonctionnaires et agents non logés dans les bâtiments administratifs;

Considérant qu'aux termes même du décret du 23 janvier 1914 précité « le défaut de logement, lorsque l'administration est dans l'impossibilité de le fournir, ne peut donner lieu à aucune indemnité représentative » à des fonctionnaires mentionnés dans le dit décret comme ayant droit au logement;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rapporté l'arrêté n° 52 du 24 janvier 1933 majorant le taux de l'indemnité de zone en faveur des fonctionnaires et agents en service à Lomé non logés dans les bâtiments administratifs.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 juillet 1934.

BOURGINE.

ARRETE N° 401 rapportant un arrêté local du 23 décembre 1925 accordant une indemnité représentative de logement aux agents indigènes des cadres locaux du Togo et aux agents indigènes détachés des cadres de l'A. O. F.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 janvier 1914 portant règlement sur les droits au logement et à l'ameublement du personnel dans les colonies et pays de protectorat;

Vu l'arrêté n° 468, accordant une indemnité représentative de logement aux agents indigènes des cadres locaux du Togo et aux agents indigènes détachés des cadres de l'A. O. F. et les actes qui l'ont modifié, notamment l'arrêté n° 365 du 8 juillet 1932;

Vu l'arrêté n° 364 réglementant l'attribution des logements aux fonctionnaires;

Vu les instructions ministérielles n° 14 du 18 mai 1934 sur les moyens à employer pour équilibrer les budgets;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rapporté l'arrêté n° 468 du 21 décembre 1925 accordant une indemnité représentative de logement aux agents indigènes des cadres locaux du Togo et aux agents indigènes des cadres de l'A. O. F., ainsi que les textes qui l'ont modifié, notamment l'arrêté n° 365 du 8 juillet 1932 modifiant le taux de cette indemnité représentative.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura effet pour compter du 1^{er} août sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 juillet 1934.

BOURGINE.

Ouverture de la gare de Blitta

ARRETE N° 402 ouvrant à l'exploitation la gare de Blitta.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 22 février 1931 autorisant le Commissaire de la République au Togo à réaliser par voie d'emprunt des fonds destinés à la construction d'une voie ferrée d'Agbonou à Sokodé;

Vu le décret du 28 juin 1931 autorisant l'ouverture des travaux de construction du chemin de fer;

Vu le règlement général d'exploitation du chemin de fer du Togo du 12 juillet 1928 approuvé par les dépêches ministérielles n°s 3069 et 3514 des 27 juillet et 28 octobre 1931;

Vu les tarifs du chemin de fer du Togo rendus applicables par arrêté n° 69 du 28 janvier 1929 et homologués par dépêche ministérielle n° 3514 du 28 octobre 1931;

Vu les actes modificatifs subséquents;

Vu le rapport en conseil consultatif du chemin de fer du Togo en date du 30 juin 1934;

Sur la proposition du chef des services des chemins de fer et du wharf;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La gare de Blitta sera ouverte à l'exploitation par le service du chemin de fer le 13 juillet 1934.

ART. 2. — Cette gare sera desservie par les trains réguliers déterminés par l'horaire établi par le chef du service des chemins de fer et approuvé par le Commissaire de la République.

ART. 3. — Les prix de transport pour les voyageurs, les bagages et les marchandises P. V. et G. V. seront ceux fixés par les tarifs en vigueur.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 26 juillet 1934.

BOURGINE.

Tarifs du chemin de fer

ARRETE N° 408 fixant les tarifs pour le transport des voyageurs et bagages par les trains de marchés.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 69 du 28 janvier 1929 relatif à l'application des tarifs du chemin de fer et du wharf;

Vu la décision ministérielle n° 3415 du 28 octobre 1931 homologuant ces tarifs;

Vu le rapport en conseil consultatif du chemin de fer du Togo en date du 12 juillet 1934;

Vu l'arrêté n° 589 du 4 octobre 1933 créant un tarif spécial pour le transport des voyageurs et des bagages par le train de marché de Tsévié;

Sur la proposition du chef des services du chemin de fer et du wharf;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les tarifs de transport à appliquer pour tous les trains de marchés sont fixés ainsi qu'il suit :

a) *Voyageurs*. — Réduction de 40% sur les tarifs généraux.

b) *Bagages*. — Indépendamment des bagages ordinaires tels que petits paniers de provisions, calebasses et autres colis non dénommés ou une franchise de 30 kgs. par voyageur est accordée et l'excédent taxé aux conditions du tarif général (2 francs la tonne kilométrique) les prix forfaitaires suivants seront appliqués pour les colis dénommés ci-après :

0,50 par estagnon d'huile de palme.

0,50 par fagot de bois de 30 kgs. environ.

0,50 par sac de coton.

0,05 par petit et moyen canari (poterie indigène).

0,15 par grande jarre (poterie indigène).

ART. 2. — Sont abrogées les dispositions de l'arrêté n° 589 du 4 octobre 1933, créant un tarif spécial pour le transport des voyageurs et des bagages par le train de marché de Tsévié.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 26 juillet 1934.

BOURGINE.

Commune mixte de Lomé

ARRETE N° 409 portant règlement du compte administratif de la commune mixte de Lomé pour l'exercice 1933.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution de communes mixtes au Togo, promulgué par arrêté du 9 décembre 1929;

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes mixtes du Togo; ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté n° 578 du 20 novembre 1932 créant la commune mixte de Lomé; ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Vu le procès-verbal de la délibération de la commission municipale de Lomé en date du 14 mai 1934;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le compte administratif du budget de la commune mixte de Lomé, pour l'exercice 1933, est arrêté comme suit :

En recettes. — A un million trois cent un mille trois cent cinquante sept francs quatre vingt dix neuf centimes (1.301.357,99):

En dépenses. — A un million cent vingt huit mille six cent neuf francs trente et un centimes (1.128.609,31), laissant un excédent de recettes de cent soixante douze mille sept cent quarante huit francs soixante huit centimes (172.748,68) qui sera reporté au budget supplémentaire de l'exercice 1934.

ART. 2. — Sont annulés les crédits restant disponibles aux divers chapitres à la clôture de l'exercice 1933, et dont le montant s'élève à quatre cent soixante quatorze mille soixante dix francs soixante neuf centimes (474.070,69).

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 juillet 1934.

BOURGINE.

ARRETE N° 410 portant approbation du budget supplémentaire de la commune mixte de Lomé, exercice 1934.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution de communes mixtes au Togo;

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes mixtes du Togo; ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté n° 578 du 20 novembre 1932 créant la commune mixte de Lomé;

Vu le procès-verbal de la délibération de la commission municipale de Lomé en date du 14 mai 1934;

Vu le rapport n° 866 en date du 25 juillet 1934 de l'administrateur-maire de Lomé;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est arrêté comme suit le budget supplémentaire de la commune mixte de Lomé pour l'exercice 1934 :

Recettes. — Cent quatre vingt seize mille six cent neuf francs quatre vingt quatre centimes (196.609,84).

Dépenses. — Soixante dix mille francs (70.000).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 juillet 1934.

BOURGINE.

Contributions directes

Par arrêté du :

26 juillet 1934. — Le conseil d'administration entendu. — Sont approuvés et rendus exécutoires divers rôles primitifs et supplémentaires afférents à l'exercice 1934 dont détail ci-après :

N° DES ROLES	CERCLES	NATURE DE L'IMPOT	PRINCIPAL	CENTIMES ADDITIONNELS	MONTANT
195	Mango	Impôt personnel indigène 2 ^e catég.	—	—	280,00
196	Mango	Impôt personnel indigène catég. ord.	—	—	7,00
197	Mango	Impôt sur la population flottante	—	—	2.160,00
198	Sokodé — L. K.	Rachat prestations (européens)	—	—	300,00
199	Sokodé	Rachat prestations (indigènes)	—	—	18,00
200	Mango	Rachat prestations (indigènes)	—	—	24,00
201	Mango	Rachat prestations (indigènes)	—	—	6,00
202	Anécho	Armes perfectionnées	—	—	140,00
203	Mango	Taxe A. M. I. 2 ^e catégorie	—	—	140,00
204	Mango	Taxe A. M. I. catégorie ordinaire	—	—	5,00
205	Anécho	Patentes	6.270,00	2.194,50	8.464,50
206	Mango	Patentes	920,00	322,00	1.242,00
207	Anécho	Licences	225,00	112,50	337,50
208	Klouto	Véhicules	7.170,00	2.151,00	9.321,00
209	Mango	Véhicules	180,00	54,00	234,00

La date de mise en recouvrement est fixée au 6 août 1934.

Par arrêté du :

26 juillet 1934. — Pris en conseil d'administration. — Sont approuvés et rendus exécutoires divers rôles primitifs et supplémentaires afférents à l'exercice 1934 dont détail ci-après :

N° DES ROLES	CERCLES	NATURE DE L'IMPOT	PRINCIPAL	Centimes Additionnels		MONTANT
				Budget Local	Commune Mixte	
210-	Lomé	Impôt personnel et taxe additionnelle	5.134,00	—	195,00	5.329,00
211	—	—	2.628,75	—	78,00	2.706,75
212	—	—	1.272,75	—	—	1.272,75
213	—	Impôt personnel indigène	11.536,25	—	923,00	12.459,25
214	—	—	1.990,00	—	—	1.990,00
215	—	Rachat prestations europ.	360,00	—	—	360,00
216	—	—	960,00	—	—	960,00
217	—	—	120,00	—	—	120,00
218	—	Rachat prestations indig.	1.242,00	—	—	1.242,00
219	—	—	234,00	—	—	234,00
220	—	Taxe d'hygiène	1.120,00	—	—	1.120,00
221	—	—	420,00	—	—	420,00
222	—	—	140,00	—	—	140,00
223	—	Taxe d'A. M. I. catég. sup.	4.970,00	—	—	4.970,00
224	—	Taxe d'A. M. I. 1 ^{re} & 2 ^e catég.	995,00	—	—	995,00
225	—	Armes perfectionnées	300,00	—	30,00	330,00
226	—	Armes non perfectionnées	80,00	—	8,00	88,00
227	—	Patentes	11.650,00	4.077,50	1.165,00	16.892,50
228	—	—	3.650,00	1.277,50	—	4.927,50
229	—	Licences	675,00	337,50	67,50	1.080,00
230	—	—	375,00	187,50	—	562,50
231	—	Véhicules	13.485,00	4.045,50	1.348,50	18.879,00
232	—	—	480,00	144,00	—	624,00

La date de mise en recouvrement est fixée au 6 août 1934.

Par arrêté du :

26 juillet 1934. — Le conseil d'administration entendu. — Sont admis en non-valeurs les cotes irrécouvrables des contributions directes, exercice 1933, ci-après désignés :

Impôt personnel indigène.

Sokodé (2 ^e catégorie)	560
Sokodé (catégorie ordinaire)	21.788

Rachat des prestations.

Atakpamé (européens)	120
Sokodé (indigènes)	48
Sokodé (subdivision Bassari — indigènes)	18.372

Taxe d'hygiène.

Atakpamé	200
--------------------	-----

Taxe d'A. M. I.

Sokodé (2 ^e catégorie)	280
Sokodé (subdivision Bassari — catégorie ordinaire)	15.310

Armes non perfectionnées.

Mango	9.660
-----------------	-------

Circulation du bétail

ARRETE N° 416 réglementant la circulation du bétail et instituant le contrôle sanitaire sur les zones frontalières du Territoire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu les décrets des 7 décembre 1915 et 14 avril 1920 relatifs à la police sanitaire des animaux en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 22 mai 1924 fixant la législation applicable dans le territoire du Togo placé sous mandat de la France;

Vu l'arrêté du 30 janvier 1928 instituant un service de contrôle sanitaire sur les animaux domestiques pénétrant par voie de terre dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France;

Vu l'arrêté du 28 octobre 1933 organisant l'inspection vétérinaire et de l'élevage au Togo;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Voies d'accès. Les conducteurs des troupeaux provenant d'un territoire voisin devront obligatoirement acheminer leur bétail par un des itinéraires suivants :

Dans le cercle de Mango : a) la route intercoloniale Nadjundi, Dapango vers Sansanné-Mango; b) la piste Pugno, Kundjare, Borgou; c) la piste Manduri, Kotjenga, Borgou; d) la piste Gando-Boni, Sansanné-Mango.

Dans le cercle de Sokodé : la piste Aledjo, Kura, Pasa-Baïakui, Passua, Dédauré, Sokodé.

Dans le cercle d'Anécho : la route Agomé, Séva, Batonou, Aklakou, Zébé.

ART. 2. — Postes de contrôle :

1^o — Les conducteurs des troupeaux provenant d'une colonie voisine ou d'animaux achetés sur place doivent obligatoirement se présenter à l'un des postes de contrôle suivants :

A Dapango, pour le bétail acheminé vers Bogou, Barkoissi, Sansanné-Mango.

A Borgou pour le bétail acheminé vers Tamioti, Sansanné-Mango.

A Sansanné-Mango, pour le bétail acheminé vers Kudani et vers Kumango, Nali, Bassari.

A Sokodé, pour le bétail provenant de Bassari et Aledjo-Kura et pour les animaux dirigés sur Djabatouri Blitta.

A Zébé, pour le bétail acheminé vers Anécho, Porto-Séguro.

2^o — La durée du stationnement dans les postes de contrôle est de : 48 heures au moins pour les animaux de l'espèce ovine et caprine et pour les bœufs dont le passe-port sanitaire délivré dans une colonie voisine mentionne que les animaux ont été soumis à la vaccination antipestique depuis 4 mois au plus.

5 jours au moins pour le bétail dont le conducteur produit un certificat de visite sanitaire délivré depuis moins de 10 jours.

10 jours au moins lorsque le conducteur ne peut produire un certificat sanitaire dans les règles ci-dessus ou que l'effectif accuse une perte ou un accroissement de plus de 10% sur le nombre d'animaux y mentionné.

3^o — Les bœufs maintenus plus de 5 jours sont vaccinés contre la peste bovine.

4^o — Au moment où le bétail quitte le poste de contrôle, un certificat est délivré au conducteur mentionnant le nombre exact des animaux, leur origine et leur destination, l'identité du propriétaire et du conducteur, la durée de la quarantaine, et la date de la vaccination. Les conducteurs devront se présenter à l'administrateur du chef-lieu de cercle le plus proche, munis du certificat sus-mentionné.

5^o — Lorsqu'une maladie contagieuse est constatée parmi les bovidés en stationnement, tout l'effectif ainsi que les animaux qui ont été en contact avec lui sont isolés à une distance de 1.500m. du poste de contrôle et maintenus jusqu'au 30^e jour qui suit l'extinction du dernier cas de maladie. Pendant ce temps la voie d'accès correspondante est interdite à toute circulation du bétail.

ART. 3. — Circulation à l'intérieur du Territoire.
Sont seules ouvertes à la circulation du bétail :

1^o — Les voies d'accès énumérées à l'art. 1 du présent arrêté.

2^o — Les routes suivantes :

Cercle de Mango : Route intercoloniale Dapango, Bogou, Barkoissi, Sansanné-Mango.

Route Borgou, Tamioti, Sansanné-Mango.

Route Mango, Kudani.

Route Koumango, Nali vers Bassari.

Cercle de Sokodé : Route Katschamba, Kidjaboun, Navaré, Kabou, Bassari, Malfakassa, Sokodé.

Route intercoloniale Tschalo, Djabatauré, Blittia vers Atakpamé.

Cercle d'Atakpamé : Route intercoloniale Nyamasila, Anié, Atakpamé, Chira, Nuatja.

Route Atakpamé, Amlavé, Sodo vers Palimé.

Cercle de Klouto : Route Kpélé, Eté, Adela, Goudé, Palimé.

Route Palimé, Souamé, Niévé (vers Ho).

Cercle d'Anécho : Route Zébé, Anécho, Porto-Ségué.

Cercle de Lomé : Route intercoloniale Agbélouvé, Tsévié, Togblékoué, Lomé.

Route intercoloniale Baguida, Lomé, Aképé, Noépé, Kevé, Solo (vers Quittah).

Les conducteurs doivent suivre strictement l'itinéraire précisé à l'art. 1 et l'art. 3 du présent arrêté. Ils ne peuvent s'écarter à plus de 50 mètres des deux côtés des routes et à plus de 25 mètres des deux côtés des pistes de piéton. Ils doivent présenter leur permis de circulation à tout agent de l'administration qui leur en fait la demande.

ART. 4. — Contrôle des zones frontières. Les agents de l'inspection vétérinaire affectés aux postes de contrôle énumérés à l'article 2 sont chargés de surveiller le secteur dont le poste sanitaire constitue le centre. A cet effet ils doivent recenser tous les troupeaux qui s'y trouvent en transhumance ou à titre permanent; ils sont particulièrement chargés de préparer et de réaliser la sero-infection du bétail et de prendre à son égard toutes les mesures d'ordre sanitaire et zootechnique tel qu'elles résultent des instructions à ce sujet.

Pendant leur absence le contrôle de la circulation est assurée par un agent désigné par l'administrateur commandant le cercle à moins de dispositions spéciales prises par l'inspecteur vétérinaire.

ART. 5. — Sanctions. — Les conducteurs ou les propriétaires qui se seraient soustraits aux opérations de contrôle et aux mesures sanitaires définies à l'art. 2 et 4 du présent arrêté, et ceux qui n'auraient pas suivi l'itinéraire prescrit par les art. 1 et 3 seront passibles des peines prévues par le décret du 7 décembre 1915 sur la police sanitaire des animaux en Afrique occidentale française.

ART. 6. — Les administrateurs commandants de cercle et les agents de l'inspection vétérinaire sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures contraires notamment l'arrêté du 30 janvier 1928.

ART. 7. — Le présent arrêté qui entrera en vigueur le 1^{er} novembre 1934, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 juillet 1934.

BOURGINE.

Régime pénitentiaire

ARRETE N° 419 fixant les heures de travail, de repos et des repas des détenus dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 488 du 1^{er} septembre 1933 réorganisant le régime pénitentiaire indigène au Togo;

Vu les propositions des commandants de cercle du Territoire relatives à la fixation des heures de travail, de repos et des repas des détenus;

Vu l'avis exprimé par le chef du bureau du travail;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les heures de travail, de repos et des repas des détenus dans le territoire du Togo placé sous mandat de la France sont fixées ainsi qu'il suit :

Jours ordinaires

Réveil	5 heures
Soins de propreté	5 heures 15 à 5 heures 45
Rassemblement et appel	5 heures 45
Travail	6 heures 00 à 8 heures
Repos	8 heures 00 à 8 heures 30
Travail	8 heures 30 à 12 heures
Déjeuner	12 heures 00 à 12 heures 45
Repos	12 heures 45 à 13 heures 45
Travail	14 heures 00 à 17 heures
Rassemblement et appel	17 heures 30
Dîner	17 heures 45 à 18 heures 30
Repos	18 heures 30 à 18 heures 45
Coucher	19 heures

Dimanches et jours de fête

Réveil	6 heures
Soins de propreté	6 heures 15 à 6 heures 45
Rassemblement et appel	7 heures
Corvées permanentes	7 heures 30 à 11 heures 30
Repas	12 heures
Repos à partir de	12 heures 45
Rassemblement et appel	17 heures 30
Repas	17 heures 45 à 18 heures 30
Coucher	19 heures

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 juillet 1934.

BOURGINE.

NOMINATIONS, MUTATIONS, ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

PERSONNEL EUROPÉEN

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Affectation

Par arrêté du ministre des colonies, en date du 20 juin 1934. — M. GUIRAUD François, administrateur-adjoint de 3^e classe des colonies, provenant du Togo, a été mis à la disposition du gouverneur général de l'Afrique occidentale française, à compter de la veille du jour de son embarquement à destination de la colonie.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Nominations

Par arrêté du :

20 juillet 1934. — M. CERVEAUX Lyonel, sous-chef de gare de 4^e classe contractuel, (solde 11.500 frs.), est nommé sous-chef de gare de 5^e classe des chemins de fer du Togo, pour compter du 5 août 1934, dans les conditions de l'arrêté du 2 octobre 1933 et de celui du 20 juillet 1934 complétant le précédent.

M. PINELLI Roch, comptable contractuel, (solde 15.000 frs.), est nommé agent comptable de 5^e classe des chemins de fer du Togo, pour compter du 4 août 1934, dans les conditions de l'arrêté du 2 octobre 1933 et de celui du 20 juillet 1934 complétant le précédent.

M. COMBE Roger, chef de district auxiliaire, (solde 11.340 frs.), est nommé chef de district de 5^e classe des chemins de fer du Togo, dans les conditions de l'arrêté du 2 octobre 1933, et de celui du 20 juillet 1934 complétant le précédent.

Promotion

Par arrêté du :

2 août 1934. — Est promu dans le personnel du cadre local européen de l'enseignement du territoire du Togo :

Pour compter du 1^{er} juillet 1934,

au grade d'instituteur de 1^{re} classe :

CHAMPION Albert, instituteur de 2^e classe — 1^{er} tour choix.

Rappels d'ancienneté

Par arrêtés des :

31 juillet 1934. — Les rappels d'ancienneté pour services militaires suivants sont accordés, dans son emploi actuel à M. LE GLATIN Jean, commis de 3^e classe du cadre local des services civils du Togo.

Loi du 1^{er} avril 1923, article 7 — 11 mois 23 jours.

6 août 1934. — Les rappels d'ancienneté pour services militaires suivants sont accordés, dans son emploi actuel à M. CERVEAUX Lyonel, sous-chef de gare de 5^e classe du cadre local des chemins de fer du Togo.

Loi du 1^{er} avril 1923, article 7 — 1 an 6 mois.

Titularisation

Par arrêté du :

6 août 1934. — M. VENANCE Gabriel, inspecteur stagiaire de police, est titularisé dans son emploi en qualité d'inspecteur-adjoint de 3^e classe à compter du 10 juillet 1934, date d'expiration de son année de stage réglementaire.

Affectations

Par arrêté du :

25 juillet 1934. — M. PATRAULT Henri, greffier en chef du tribunal de 1^{re} instance de Lomé, de retour de congé, attendu à Lomé par vapeur *Asie* vers le 25 juillet 1934, reprend ses fonctions de greffier-notaire, en remplacement de M. CATTAND commis greffier stagiaire du cadre de l'A. O. F. qui reprend ses fonctions de commis greffier près le tribunal de 1^{re} instance de Lomé.

Par décisions des :

25 juillet 1934. — Est abrogée la décision n° 901 du 20 novembre 1933.

M. WALLON Gaston, agent comptable de 1^{re} classe des travaux publics du Togo, actuellement en service aux chemins de fer, est mis à la disposition du chef du service des travaux publics pour compter du 1^{er} août 1934.

Les agents attendus à Lomé vers le 25 juillet 1934, par vapeur *Asie*, reçoivent les affectations suivantes :

M. PLANCQ Emile, agent comptable de 3^e classe du cadre local des chemins de fer du Togo, est mis à la disposition du chef des services des chemins de fer et du wharf.

L'adjudant des troupes coloniales CONSEIL, est mis à la disposition du lieutenant commandant les forces de police du Togo.

M. THOMAS-André, instituteur de 4^e classe du cadre supérieur de l'enseignement du Togo, retour de congé, attendu à Lomé le 25 juillet sur le paquebot *Asie*, est nommé directeur du centre scolaire d'Atakpamé, en remplacement de l'instituteur-adjoint du cadre commun secondaire de l'A. O. F. Romuald JOHNSON.

M. THOMAS sera chargé cumulativement des cours de perfectionnement hebdomadaires et d'adultes du cercle d'Atakpamé.

Il aura droit, en ces qualités, aux indemnités prévues à l'arrêté du 20 mai 1933.

L'instituteur-adjoint du cadre commun secondaire de l'A. O. F. Romuald JOHNSON reprendra ses fonctions d'instituteur-adjoint à l'école régionale d'Atakpamé.

Par décisions des :

26 juillet 1934. — M. CAUVET DUHAMEL, ingénieur-adjoint de 3^e classe du cadre général des météorologistes coloniaux, arrivé à Lomé le 25 juillet 1934, par vapeur *Asie*, est mis à la disposition du chef du service météorologique pour servir à Lomé.

30 juillet 1934. — M. PLANCO Emile, agent comptable de 3^e classe des chemins de fer du Togo est nommé agent comptable intermédiaire, billeteur et gérant de la caisse d'avance du service des chemins de fer et du wharf en remplacement de M. WALLON Gaston, agent comptable de 1^{re} classe des travaux publics du Togo appelé à d'autres fonctions.

M. PLANCO aura droit à l'indemnité de responsabilité prévue à l'article 2 de l'arrêté du 5 décembre 1933 à l'exclusion des indemnités de responsabilité prévues au tableau n° 2 de l'arrêté du 20 mai 1933.

2 août 1934. — M. WALLON Gaston, comptable de 1^{re} classe des travaux publics, est nommé billeteur du service des travaux publics, en remplacement de M. CATHELIN, chef comptable hors classe.

M. WALLON aura droit en qualité de billeteur à l'indemnité prévue par l'arrêté du 20 mai 1933.

3 août 1934. — M. DELAPIERRE, chef surveillant des travaux publics de l'A. O. F., en service à la subdivision des travaux publics à Lomé, est commissionné à l'effet de constater les infractions à la réglementation des carrières et des conditions d'exploitation, en remplacement de M. BRÉCÉ rapatrié.

Il devra, préalablement à toute constatation, prêter serment devant le tribunal de 1^{re} instance de Lomé.

Congés et passages

Par décisions des :

31 juillet 1934. — Une réquisition de passage de retour par anticipation, de Lomé à Bordeaux; en 2^e classe, 3^e catégorie, sur s/s *Amérique* attendu à Lomé vers le 28 août 1934, est accordée à M^{me} LE CURIEUX et ses deux enfants âgés de 9 ans et demi et 3 ans et demi, famille d'un agent d'hygiène contractuel, se rendant à Paris.

Un congé administratif de 9 mois pour en jouir 146 route de Paris à Abbeville (Somme), est accordé à M. CARON Jules, ingénieur-adjoint météorologiste de 2^e classe, qui compte 3 ans, 1 mois et 20 jours de séjour consécutifs en A. O. F. et dans le Territoire.

Un passage pour la France, en 1^{re} classe, 2^e catégorie, lui est en outre délivré sur le paquebot *Hoggar* attendu à Lomé vers le 18 août 1934.

1^{er} août 1934. — Une réquisition de passage, de Lomé à Bordeaux en 2^e classe, 3^e catégorie, sur s/s *Amérique* attendu à Lomé vers le 28 août 1934, est accordée à l'adjudant-chef d'infanterie coloniale FALCONETTI, ainsi qu'à sa femme.

3 août 1934. — Un congé administratif de 7 mois pour en jouir 30, rue Boissière à Paris (Seine), est accordé à M. BERLIE Michel, adjoint de 1^{re} classe des services civils du Togo qui compte 28 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France, en 2^e classe, 3^e catégorie, lui est en outre délivré sur le paquebot *Banfora* attendu à Lomé vers le 3 septembre 1934.

Une réquisition de passage de Lomé à Marseille en 2^e classe, 3^e catégorie sur le paquebot *Banfora* attendu à Lomé vers le 3 septembre 1934, est accordée à M. DUBRULLE René, chef de chantier contractuel des chemins de fer du Togo, ainsi qu'à sa femme et son enfant âgé de 3 ans, se rendant 83 rue Tabalot à Anzin (Nord).

Remboursement

Par décision du :

26 juillet 1934. — Prise en conseil d'administration. — Est autorisé le remboursement des frais de transport (aller et retour) de Paris à Bordeaux, des bagages de M. JAILLARD Jean, administrateur des colonies, admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite.

Cette dépense sera imputée au chapitre XV, article 1, paragraphe 1a — budget local, exercice 1934.

Une indemnité compensatrice de mille cinq cents francs (1.500 frs.), est en outre accordée à M. JAILLARD pour le dédommager des dépenses supplémentaires qu'il a effectuées en vue de son embarquement pour le Togo.

Cette indemnité ne sera payée à l'intéressé qu'après remboursement intégral des avances de solde de sept mille francs (7.000 frs.), qui lui avaient été consenties en vue de son retour à la colonie.

La dépense correspondante sera imputée au chapitre IV, article 3, paragraphe 1^{er} — budget local, exercice 1934.

PERSONNEL INDIGÈNE

ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL
DE L'A. O. F.

Promotions

Sont promus dans le personnel du cadre des médecins, pharmaciens, sages-femmes, auxiliaires et infirmières-visiteuses, commun à toutes les colonies du groupe de l'Afrique occidentale française, pour compter du 1^{er} juillet 1934.

Au grade de sage-femme auxiliaire de 1^{re} classe :
M^{me} D'ALMEIDA (Anna), née SCHULTZ, 3^e tour, ancienneté.

Au grade de sage-femme auxiliaire de 2^e classe :
M^{me} KPONTON (Félicienne), née LIMA, 1^{er} tour, choix.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Promotions

Par arrêté du :

2 août 1934. — Sont promus pour compter du 1^{er} juillet 1934, les agents indigènes, ci-dessous nommés :

Enseignement officiel

Au grade d'instituteur-adjoint de 3^e classe :

LAWSON Joseph, instituteur-adjoint de 4^e classe.

Au grade d'instituteur-adjoint de 4^e classe :

JOHNSON Gabriel, instituteur auxiliaire de 1^{re} classe.

MOREIRA Benoît, instituteur auxiliaire de 1^{re} classe.

Au grade de moniteur de 2^e classe :

AGOMESSOU Lucien, moniteur de 3^e classe.

Au grade de moniteur de 4^e classe :

LAWSON Robert LATÉ, moniteur de 5^e classe.

JOHNSON Clément, moniteur de 5^e classe.

Au grade de moniteur de 5^e classe :

Mlle HUNDT Berthe, monitrice de 6^e classe.

TOULEASSI Jean, moniteur de 6^e classe.

Enseignement privé

Au grade d'instituteur auxiliaire de 1^{re} classe :

KLU Samuel, instituteur auxiliaire de 2^e classe.

DAVIO Albert, instituteur auxiliaire de 2^e classe.

Au grade de moniteur de 5^e classe :

CONJO Grégoire, moniteur de 6^e classe.

Agriculture

Au grade de moniteur auxiliaire de 3^e classe :

HAMEHAME Barnabé, moniteur auxiliaire de 4^e classe.

Au grade de moniteur auxiliaire de 4^e classe :

KOUENOU Justin, moniteur auxiliaire de 5^e classe.

Douanes

Au grade de préposé de 3^e classe :

D'OLIVEIRA Paul, préposé de 4^e classe.

Au grade de préposé 4^e classe :

KOUÉVI Cyrus, préposé de 5^e classe.

Au grade de préposé de 6^e classe :

ECLOU Michel, préposé de 7^e classe.

SODJI TOVI AMOUSSOU Prosper, préposé de 7^e classe.

Au grade de préposé de 7^e classe :

PANOU Mathieu, préposé de 8^e classe.

P. T. T.

Au grade de commis de 2^e classe des P. T. T. :

AKOUETE Cosmas Joseph, commis de 3^e classe.

Au grade de commis de 3^e classe :

GABA AHO, commis de 4^e classe.

Au grade de commis de 4^e classe :

D'ALMEIDA Militao, commis de 5^e classe.

KOFFI A. Jacques, commis de 5^e classe.

Au grade de surveillant auxiliaire de 1^{re} classe :

KOKOU Emmanuel, surveillant auxiliaire de 2^e classe.

Au grade de facteur de 1^{re} classe :

AJAVON Joseph, facteur de 2^e classe.

Au grade de facteur de 2^e classe :

CAPOCHICH Marc, facteur de 3^e classe.

Au grade de facteur de 5^e classe :

BOURAIMA Samuel, facteur de 6^e classe.

Au grade de facteur auxiliaire de 1^{re} classe :

AKAKPO Justin, facteur auxiliaire de 2^e classe.

Santé

Au grade d'aide-médecin de 4^e classe :

VIVODI Hermann, aide-médecin de 5^e classe.

Au grade d'infirmier-major de 4^e classe :

ABBÉY Dominique, infirmier-major de 5^e classe.

Au grade d'infirmier de 1^{re} classe :

ABBÉY William, infirmier de 2^e classe.

Au grade d'infirmier de 3^e classe :

LODONOU Joseph, infirmier de 4^e classe.

GBIKPI Alphonse, infirmier de 4^e classe.

Au grade d'infirmier de 4^e classe :

PIOU N. Albert, infirmier de 5^e classe.

DENADOU Mathias, infirmier de 5^e classe.

AQUEREBURU Ben Sami, infirmier de 5^e classe.

KOUASSIGAN Gabriel, infirmier de 5^e classe.

Commis d'administration

Au grade de commis d'administration principal de 4^e classe :

GBEDEY Robert, commis d'administration principal de 5^e classe.

Au grade de commis d'administration de 4^e classe :

VIEIRA François, commis d'administration de 5^e classe.

D'ALMEIDA Cosme, commis d'administration de 5^e classe.

Au grade de commis d'administration de 6^e classe :

DJELOU Michel, commis d'administration de 7^e classe.

JOHNSON Nicolas, commis d'administration de 7^e classe.

HUNDT Jean OTTO, commis d'administration de 7^e classe.

ATAYI Samuel, commis d'administration de 7^e classe.

Interprètes*Au grade d'interprète de 1^{re} classe :*PATY KOUASSI Daniel, interprète de 2^e classe.**Plantons***Au grade de brigadier-planton de 1^{re} classe :*ACHADE Pierrot AKPOVI, brigadier-planton de 2^e classe.*Au grade de planton de 3^e classe :*-ABALO MENSABI Ferdinand, planton de 4^e classe.*Au grade de planton de 8^e classe :*NOUTAI Emile, planton de 9^e classe.**Travaux publics***Au grade d'ouvrier de 4^e classe :*SAMA MOUMOUNI, ouvrier de 5^e classe.AGBODJAN Jean, ouvrier de 5^e classe.*Au grade de surveillant de route de 8^e classe :*KONDE ODDO, surveillant de route de 9^e classe.*Au grade de mécanicien-conducteur d'automobile de 3^e classe :*AMOUSSOU AFANOU Ambroise, mécanicien-conducteur de 4^e classe.**Chemins de fer***Au grade de facteur enregistré de 1^{re} classe :*AGBODJAN Jacob Prince, facteur enregistré de 2^e classe.*Au grade de facteur enregistré de 2^e classe :*LASSEY Benjamin, facteur enregistré de 3^e classe.*Au grade de facteur enregistré de 3^e classe :*D'ALMEIDA Cyriano, facteur enregistré de 4^e classe.*Au grade d'ouvrier de 3^e classe :*AZIADAPOU Jacob, ouvrier de 4^e classe.*Au grade d'ouvrier de 6^e classe :*ABALO KOUAOME, ouvrier de 7^e classe.ADANLEGOU Joseph, ouvrier de 7^e classe.*Au grade d'ouvrier de 7^e classe :*ÉGLA SEMANOU, ouvrier de 8^e classe.AKAKPO Emmanuel, ouvrier de 8^e classe.*Au grade de canotier de 1^{re} classe :*MENSAH ATTIOGBÉ, canotier de 2^e classe.KOTOKOU KODJO, canotier de 2^e classe.MENSAH AMEDJRO, canotier de 2^e classe.KODJOVI MENSAH, canotier de 2^e classe.KAGNI KOMLAN, canotier de 2^e classe.TOSSOU KOUSSAHM, canotier de 2^e classe.**Engagements**

Par décisions des :

1^{er} août 1934. — M. DE MEDEIROS Ignacio, dont le contrat arrive à expiration le 1^{er} août 1934, est engagé en qualité de contrôleur auxiliaire des chemins de fer du Togo.

Il percevra un salaire mensuel de mille francs (1.000 francs), exclusif de toute autre indemnité et sans autre garantie de la part de l'administration.

M. DE MEDEIROS est mis à la disposition du chef des services des chemins de fer et du wharf.

6 juillet 1934. — Le nommé Dorouvi Augustin, est engagé comme planton auxiliaire, à la solde de 4 frs. par jour, en remplacement d'AMETOGLO Alfred, dont la démission est acceptée.

Démission

Par arrêté du :

3 août 1934. — L'ouvrier de 5^e classe des chemins de fer du Togo TOGBEGAN DADZIE, est considéré comme démissionnaire de son emploi pour compter du 3 juillet 1934, date à laquelle il s'est placé en position d'absence irrégulière.

Affectations

Par décision du :

7 août 1934. — L'inspecteur auxiliaire de police COMLAN Paulin, est mis à la disposition du commandant de cercle de Sokodé.

Il remplira les fonctions assurées par l'inspecteur auxiliaire de police TCHACOROM Honoré et prévues par la décision n° 93 en date du 2 février 1934.

L'inspecteur auxiliaire de police TCHACOROM Honoré actuellement à Sokodé est affecté au service de police et de sûreté à Lomé.

Permission

Par décision du :

7 août 1934. — Une permission de 15 jours, avec traitement, du 10 au 25 août 1934 inclus, est accordée à l'infirmière de 1^{re} classe CLAIRE LANGDON, en service à Lomé, pour en jouir à Lomé.

Sanctions disciplinaires

Par arrêtés des :

25 juillet 1934. — L'ouvrier de 7^e classe des chemins de fer du Togo MENSAH Aaron, est révoqué de son emploi pour compter du 1^{er} août 1934.

1^{er} août 1934. — Le facteur de 2^e classe des P. T. T. ZOUCHEGNON ADIGNON, est révoqué de son emploi pour compter du 13 juin 1934 pour fautes graves dans le service.

Par décisions des :

6 août 1934. — Le garde-frontière de 1^{re} classe des douanes KPADÉ SOBAHOUE, en service au poste de Zolo, est révoqué de ses fonctions pour compter du 1^{er} août 1934, pour « insubordination et mauvaise conduite ».

1^{er} août 1934. 1934. — Une punition de quatre jours de suspension de solde est infligée à l'infirmier de 4^e classe MOURIN Henri, en service à la circonscription sanitaire d'Atakpamé pour le motif suivant : « se promène en ville durant les heures de service ».

6 août 1934. — Une retenue de dix (10) jours de solde est infligée au préposé de 6^e classe des douanes BATONON Bernard, en service au poste des douanes de Batomé, pour mauvaise exécution de son service.

Indemnité de licenciement

Par décision du :

31 juillet 1934. — Une indemnité de licenciement de la somme de trois cents francs (300 frs.), une fois payée, égale à un mois de solde, est accordée à l'ex-commis auxiliaire DECKON Bernard Félix, licencié pour suppression d'emploi.

Une indemnité de licenciement de la somme de deux cent quatre vingt francs (280 frs.), une fois payée, égale à un mois de solde, est accordée à l'ex-planton auxiliaire DOGBEY Martin, licencié pour suppression d'emploi.

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les fonds du budget annexe des chemins de fer et du wharf du Togo, au chapitre qui supporte la solde des intéressés.

Indemnité de transport

Par décision du :

3 août 1934. — Le bénéfice de l'indemnité représentative fixe de transport de 6 francs par mois prévue par les arrêtés des 14 février et 31 mai 1934 est accordé au facteur de 2^e classe des P. T. T. Robert GAVENOU, en service au cercle d'Anécho.

ASSOCIATION

Par arrêté du :

30 juillet 1934. — Est autorisée la constitution au territoire du Togo placé sous le mandat de la France, du groupement dénommé « Association des charpentiers ».

Sont approuvés les statuts de l'association des charpentiers tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

CENSEUR ADMINISTRATIF

Par décision du :

30 juillet 1934. — M. FRÉAU Henri, administrateur en chef des colonies, est nommé « chef du secrétariat général ad hoc », pour exercer, jusqu'à nouvel ordre,

les fonctions de censeur administratif près la succursale de Lomé de la banque de l'Afrique occidentale.

Il aura droit, en cette qualité, à l'indemnité de 1.200 francs par an prévue par l'arrêté ministériel du 9 décembre 1928.

COMMISSIONS

Par décisions des :

25 juillet 1934. — La composition de la commission prévue à l'article 1^{er} de la décision n° 820 en date du 19 octobre 1933 (J. O. T. 1933, page 602), est modifiée comme suit :

Le chef du service de l'agriculture	Président
Le chef du bureau de l'administration générale,	Membres
Le comptable-gestionnaire du magasin général.	

8 août 1934. — Est nommé président de la commission d'étude des coutumes du Territoire, créée par la décision du 23 mars 1933 :

M. Marc AUBER, administrateur de 1^{re} classe des colonies, en remplacement de M. BAUCHÉ.

Sont nommés membres de cette commission :

M. MOAL, administrateur-adjoint, en remplacement de M. NATIVEL,

M. IMBERT, chef du service de l'enseignement, en remplacement de M. MARTIN.

CONSEIL CONSULTATIF
DU CHEMIN DE FER ET DU WHARF

Par décision du :

30 juillet 1934. — M. CURTAT, membre du conseil d'administration du Territoire et de la chambre de commerce, est appelé à siéger au conseil consultatif des chemins de fer et du wharf, pendant la durée de l'absence de M. TROSSELY, membre de ce conseil.

ENSEIGNEMENT

Bourse scolaire

Par décision du :

26 juillet 1934. — Est supprimée, à compter du 1^{er} juillet 1934, la bourse scolaire allouée à l'élève FIOGBAHOU SÉNAYA, de l'école régionale de Lomé.

Radiation

Par décision du :

27 juillet 1934. — L'élève de 3^e année, AGBEZUKÉ François, du cours complémentaire, décédé à Lomé le 12 juillet 1934, est rayé des contrôles de cette école.

INDEMNITÉS

Par arrêté du :

26 juillet 1934. — Pris en conseil d'administration. — Sont accordées à titre d'indemnité aux proprié-

taires ou détenteurs de terrains dont les plantations ont été endommagées lors de la construction de la route-circulaire autour de Lomé, les sommes ci-après :

ADJALLÉ	2.720 francs
AZANGBO LOJI	500 —
DE SOUZA MENSAH Henri	910 —
NOUDANOU ALIPUI	285 —
J. AKLASSOU	264 —
OLYMPIO Octaviano	426 —
ANTHONY	159 —
Emmanuel AJAVON	75 —

soit . . . 5.339 francs

La présente dépense sera imputée au budget local, exercice 1934, chapitre II, article 4, paragraphe 2.

LIBÉRATION CONDITIONNELLE

Par arrêté du :

24 juillet 1934. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au détenu KPRONTON Joseph, né à Anécho en 1894, condamné par arrêt de la cour d'assises en date du 7 mai 1930, à 8 ans de réclusion, 2.000 francs d'amende, 10 ans d'interdiction de séjour et 1 franc de dommages intérêts et aux frais.

INTERDICTION DE SÉJOUR

Par arrêté du :

24 juillet 1934. — Le séjour dans les cercles de Lomé, Klouto, Atakpamé, Sokodé, Mango est interdit au nommé KPRONTON Joseph, né à Anécho en 1894, fils de KPRONTON MENSAH et d'ADJOAVI pour une durée de 10 ans à compter de la date du présent arrêté en exécution des dispositions de l'arrêt rendu par la cour d'assises siégeant à Lomé le 7 mai 1930.

Le nommé KPRONTON Joseph devra résider obligatoirement à Anécho (Togo).

Il ne pourra s'absenter de ce lieu qu'avec l'autorisation du commandant de cercle.

SUBVENTIONS

Par décisions des :

25 juillet 1934. — Une subvention de dix mille (10.000) francs est accordée à l'école professionnelle de la mission catholique de Lomé.

La dépense correspondante sera imputée au chapitre XIII, article 8, paragraphe 3 du budget local, exercice 1934.

26 juillet 1934. — Prise en conseil d'administration. — Une subvention de dix mille francs est accordée à la Compagnie Générale du Togo pour essais de culture rationnelle de maïs sur grande superficie.

La dépense sera imputée au chapitre XV, 5, 3, budget local, exercice 1934.

7 août 1934. — Une subvention de 500 francs est accordée à l'Association française des éclaireurs Togo-lais.

La dépense sera imputée au budget local, chapitre XIII, article 8, paragraphe 1 (exercice 1934).

PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Par arrêté du :

4 août 1934. — Est complétée comme suit la liste n° 2 des spécialités pharmaceutiques autorisées dans les dépôts prévus à l'article 8 de l'arrêté du 15 novembre 1928 : « Pertussin ».

DOMAINES

Concessions domaniales

Par arrêté pris en conseil d'administration du :

26 juillet 1934. — Sont attribués définitivement en toute propriété à la société des pétroles « Sbell » de l'Ouest Africain Français, société anonyme ayant son siège à Dakar, 10 rue Vincennes, deux terrains domaniaux formant les lots n°s 2 et 3 du lotissement à l'est de Lomé, immatriculés respectivement au livre foncier du cercle de Lomé sous les n°s 377 et 396 et dont les concessions provisoires avaient été accordées à la susdite société par les arrêtés des 31 décembre 1928 et 23 avril 1929 n°s 742 et 193.

La Société Générale du Golfe de Guinée, société anonyme ayant son siège à Paris, rue de la Victoire 94 anciens établissements J. B. CARBOU, est autorisée à occuper à ses risques et périls une parcelle d'un terrain domanial situé à Blita (cercle d'Atakpamé), constituant le lot n° 4 du lotissement du centre commercial de Blita, d'une superficie de 15 ares.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges.

Le sieur HONA FELIHO, commerçant demeurant à Lama-Kara, est autorisé à occuper à ses risques et périls une parcelle d'un terrain domanial situé à Lama-Kara, (cercle de Sokodé), constituant le lot n° 19 du lotissement du centre commercial de Lama-Kara, d'une superficie de 12 ares.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges.

Le sieur NUNZI Toussaint Jules, commerçant demeurant à Lama-Kara, est autorisé à occuper à ses risques et périls une parcelle d'un terrain domanial situé à Lama-Kara, (cercle de Sokodé), constituant le lot n° 52 du lotissement du centre commercial de Lama-Kara, d'une superficie de 15 ares 87 centiares.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges.

Le sieur ANTROBA FANDOHAN, commerçant demeurant à Lama-Kara, est autorisé à occuper à ses risques et périls une parcelle d'un terrain domanial situé à Lama-Kara, (cercle de Sokodé), constituant le lot n° 20 du lotissement du centre commercial de Lama-Kara, d'une superficie de 11 ares 87 centiares.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges.

Avis de demandes d'immatriculation

au livre foncier du cercle d'Atakpamé

Suivant réquisition, n° 929, déposée le 30 juillet 1934 le sieur Aya Dété Eglikpo, profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Badou, (cercle d'Atakpamé), agissant au nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle d'Atakpamé, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier, planté de cacaoyers d'une contenance totale de 0 ha. 81 ares situé à Badou (cercle d'Atakpamé) et borné au nord par la rivière Odjindji et par la propriété de Aboky; à l'est par une forêt et un champ à Abalo, au sud par une forêt inculte, à l'ouest par terrains au nommé Kwamé Kudadjé

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 930, déposée le 30 juillet 1934 le sieur Aya Dété Eglikpo, profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Badou, (cercle d'Atakpamé), agissant au nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle d'Atakpamé, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier, planté de cacaoyers d'une contenance totale de 14 ha. 27 ares situé à Badou, (cercle d'Atakpamé) et borné au nord par une forêt, à l'est par terrain à Wennas et une forêt, au sud par terrains aux nommés Botwé Evennas, à l'ouest par terrain à Evenyas.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 931, déposée le 30 juillet 1934 le sieur Aya Dété Eglikpo, de profession cultivateur, demeurant et domicilié à Badou, (cercle d'Atakpamé), agissant au nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle d'Atakpamé, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier, planté de cacaoyers, d'une contenance totale de 6 ha. 47 ares situé à Badou, (cercle d'Atakpamé), et borné au nord par les propriétés des nommés Kouassi Kodjo, Mesré et Kpolikpo, au sud par terrain à un nommé Evenyas et une forêt, à l'est par terrain au nommé Odo et par un ruisseau Akyemabé, à l'ouest par le ruisseau Ayemabé et terrains aux sieurs Evenyas, Dagadou et Ekpegba.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 932, déposée le 6 août 1934 la dame Elisabeth Adjoa Seddoh, sans profession, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Lomé,

d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 2 ares 41 centiares situé à Lomé, quartier n° 1, (cercle de Lomé), et borné au nord, à l'est et à l'ouest par terrain à Nelson Tamakloe, au sud par la rue du grand marché.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage des présents avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Le conservateur de la propriété foncière,

PEYROTTE.

Avis de bornages

Le lundi 24 septembre 1934 à quatorze heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Noépé, (cercle de Lomé), consistant en un terrain urbain, bâti, en forme de polygone irrégulier, portant une construction à usage de boutique, couverte en tôles, d'une contenance de 7 ares 24 centiares, et borné au nord par terrain à Agbanavo de Noépé, à l'est par la place du marché, au sud par terrain à Timothy Anthony, à l'ouest par terrain à James Gbogbo, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Huzukè Gbogbo, profession de propriétaire domicilié à Agbozoumè, agissant en son nom personnel comme propriétaire, suivant réquisition du 13 juin 1934, n° 919.

Le mercredi 26 septembre 1934 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 5, (cercle de Lomé), consistant en un terrain urbain, bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, portant une construction en briques de ciment à étage, en cours de construction et dépendances en briques crues, couvertes en tôles, d'une contenance de 8 ares 05 centiares, et borné au nord par terrains à Frans K. Quacoe et Samuel Ghartey, à l'est par terrain à Jacob Lawson, au sud par terrain à Félicio de Souza et Wood, à l'ouest par la rue de l'église, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Félix David Ghartey, profession d'employé de commerce domicilié à Lomé, demeurant à Palimé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 14 juin 1934, n° 920.

Le mercredi 26 septembre 1934 à dix heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 6, (cercle de Lomé), consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance de 3 ares 47 centiares, et borné au nord par un passage le séparant de la voie ferrée Lomé-Anécho, à l'est par terrain à Yohomi, au

sud par terrain à Robert Fiawoo, à l'ouest par la rue d'Amoutivé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Huzukè Gbogbo, profession de propriétaire, domicilié à Agbozoumè, agissant en son nom personnel comme propriétaire suivant réquisition du 16 juin 1934, n° 921.

Le jeudi 27 septembre 1934 à neuf heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Akodeséwa, région de Bè (cercle de Lomé), consistant en un terrain rural, non bâti, en forme de polygone irrégulier, planté de cocotiers en plein rapport, d'une contenance de 14 ha. 08 ares 40 centiares, et borné au nord par terrain à Djonou, à l'est par terrain à Kouto, au sud-est par terrain à Afangbedji et Kouto, au sud par terrain à Afangbedji, Comla et Djonou, à l'ouest par terrain à Ayité Guidigan, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Théophile Wilson Tamakloe, propriétaire-plantier demeurant à Palimé, domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire suivant réquisition du 23 juin 1934, n° 922.

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le conservateur de la propriété foncière,

PEYROTTE

AVIS

Le curateur aux successions et biens vacants à Lomé soussigné a l'honneur de porter à la connaissance du public qu'il est dessaisi de la curatelle des biens appartenant à la Société Africaine des Matières Grasses, dont le siège social est à Lomé, en vertu d'une délibération du conseil de curatelle du 16 juin 1934.

Lomé, le 9 août 1934.

PEYROTTE.

BULLETIN MÉTÉOROLOGIQUE

Climatologie ⁽¹⁾

Juin 1934

456 JOURNAL OFFICIEL DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE 16 août 1934

DATES	LOMÉ			NUATJA			ATAKPAMÉ			PALIMÉ			MISAHOE			SOKODÉ			PAGOUDA			MANGO			DAPANGO		
	(2) Pres.	(3) Temp	(4) Hygr	(5) Pres	Temp	Hygr.	Ptes.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.
1	11,8	26,3	81	94,2	26,7	77	72,4	25,6	84	88,3	26,5	85	64,7	25,7	84	63,4	24,2	91	61,3	27,3	84	97,3	27,8	78	71,4	26,2	81
2	11,5	26,7	80	94,4	26,0	78	72,5	27,0	77	83,5	27,1	80	61,6	25,7	80	63,3	24,0	85	61,7	26,3	83	97,3	27,4	79	72,2	27,5	81
3	11,4	26,5	87	93,1	27,1	88	71,9	26,1	89	83,0	26,1	98	60,3	22,6	93	63,3	24,4	87	63,8	26,0	72	96,3	27,6	83	71,4	28,3	69
4	11,1	26,6	80	93,1	25,9	82	71,0	25,5	85	84,9	26,5	84	64,6	25,6	83	63,5	24,3	84	63,0	26,3	69	93,9	28,2	83	70,7	28,3	67
5	11,0	26,8	82	92,9	27,3	73	71,1	27,0	81	84,2	27,0	81	61,3	26,0	82	63,3	23,0	88	62,9	27,0	77	96,1	29,0	68	70,5	28,5	75
6	12,5	24,5	91	94,2	26,2	87	72,5	26,6	88	86,4	24,5	91	61,9	23,3	94	64,5	25,6	92	64,1	27,0	74	96,6	29,7	61	70,9	28,9	69
7	12,8	25,0	82	94,4	24,7	76	72,6	26,5	86	86,2	24,6	85	63,4	24,1	83	64,9	24,1	88	64,3	26,9	70	97,5	28,0	60	71,9	26,9	67
8	12,7	26,3	80	93,3	26,7	74	72,3	26,6	82	80,2	26,0	77	63,7	25,5	76	64,0	23,5	81	61,2	28,8	65	97,1	29,0	63	71,9	30,2	61
9	12,0	26,6	81	91,7	25,8	73	72,7	26,5	77	86,1	26,0	83	63,7	25,8	79	64,2	26,0	80	64,1	28,9	63	97,8	29,2	63	71,1	29,1	71
10	12,3	26,1	79	94,7	26,3	88	72,6	26,8	90	86,6	24,5	89	63,8	24,1	85	64,7	24,6	91	64,6	23,6	78	97,7	29,1	77	71,8	23,4	81
11	13,3	26,0	81	96,7	26,5	90	72,5	26,6	88	87,1	25,6	90	63,9	24,3	83	64,9	24,0	86	63,3	26,4	82	97,8	27,3	79	73,3	25,8	78
12	14,3	26,0	80	96,7	24,8	72	73,3	27,0	79	88,1	26,0	79	66,7	26,0	80	65,9	24,1	86	67,1	26,2	71	98,9	27,1	66	74,3	26,5	70
13	14,0	26,5	73	96,6	25,9	83	73,5	26,5	81	88,5	25,5	91	67,4	25,9	84	66,1	24,1	90	66,3	27,4	76	99,3	28,7	58	73,9	27,2	66
14	14,1	26,3	80	96,7	23,9	82	73,3	27,0	86	87,9	25,6	84	67,1	25,7	83	63,8	24,9	83	66,6	27,1	70	99,1	28,0	62	74,5	26,4	78
15	13,3	26,8	73	98,3	27,3	75	72,3	26,4	77	86,6	27,1	86	66,2	26,1	82	63,9	26,0	82	65,1	28,1	67	98,3	27,2	61	73,4	26,6	72
16	12,9	25,7	80	95,4	26,7	77	72,2	27,0	82	86,3	23,6	86	63,8	27,6	78	62,7	26,1	81	63,8	28,8	63	97,3	29,4	55	71,3	28,1	59
17	13,3	24,7	84	93,3	26,7	81	72,9	25,0	82	86,6	23,0	86	63,8	25,3	74	63,1	26,0	83	64,9	28,3	59	96,2	30,0	63	72,2	28,5	70
18	13,5	25,9	80	95,9	31,8	80	73,5	27,0	88	87,3	26,1	81	66,3	26,4	78	64,6	23,6	79	65,0	26,4	79	98,1	26,9	72	74,2	24,7	
19	13,7	25,8	78	96,1	26,3	80	74,2	26,0	89	87,7	26,5	83	66,5	25,7	78	63,4	24,2	86	65,8	26,4	74	98,9	26,1	76	74,6	24,2	
20	14,3	26,4	78	96,2	26,6	78	74,2	27,0	88	87,9	26,6	80	66,9	26,3	78	63,7	24,5	89	66,4	24,5	76	99,5	27,4	79	74,6	24,5	
21	14,7	26,4	78	97,5	26,7	80	73,4	27,0	88	88,2	26,3	75	67,0	26,1	85	63,8	23,7	82	66,9	27,0	76	99,9	27,7	74	73,0	25,9	
22	14,6	26,5	80	97,7	27,0	80	74,1	27,0	88	88,3	25,2	80	67,1	24,7	82	64,9	24,6	85	67,3	26,8	75	99,5	23,6	81	73,1	22,1	
23	14,1	26,4	80	96,6	26,7	76	73,3	27,0	85	87,8	26,2	86	67,1	25,2	89	65,9	25,5	80	66,3	28,1	70	99,0	26,9	65	74,6	24,8	80
24	13,4	23,5	82	93,9	26,1	85	73,1	27,3	93	86,9	25,9	81	66,5	25,0	85	64,9	23,6	80	65,8	27,8	65	98,7	27,7	73	73,1	24,7	90
25	13,3	25,9	87	95,7	29,8	87	72,7	27,0	82	86,9	26,2	81	65,8	25,0	84	64,2	26,5	78	64,3	28,2	63	97,4	26,6	70			
26	14,2	26,0	81	90,7	26,1	89	73,3	26,6	83	87,9	25,1	83	66,9	26,3	86	66,5	23,3	89	66,9	25,6	84	99,8	26,0	71			
27	14,2	26,3	80	96,5	26,6	77	74,3	25,7	71	87,8	26,8	72	65,5	25,6	80	66,2	24,1	81	66,2	26,6	74	98,7	26,9	70			
28	13,9	26,4	76	95,9	26,3	72	74,2	27,0	67	87,4	26,0	70	66,5	25,3	71	65,3	25,7	75	66,3	27,7	70	98,4	28,3	66			
29	13,4	26,9	83	93,9	24,6	73	74,1	27,0	66	87,0	23,9	68	65,8	26,4	73	64,5	26,5	75	65,1	28,1	75	97,3	28,1	60			
30	13,3	23,9	84	93,3	26,1	80	73,5	26,3	81	87,1	26,0	93	63,9	26,6	92	65,1	23,6	90	65,3	24,9	79	98,5	24,8	72			
Moy.	13,2	26,1	81	93,4	26,3	79	73,0	26,7	83	86,8	25,9	83	66,0	25,4	82	64,7	24,9	81	65,2	26,0	73	98,1	27,2	69	74,1	26,6	73

(1) Facteurs moyens

(2) En millibars et corrigé à 0° : 1.060 +

(5) En millibars et corrigé à 0° : 900 +

(3) En degrés centigrades

(4) En %

Pluviométrie ⁽⁶⁾

DATES	LOMÉ	TSEVIÉ	ANÉCHO	PALIMÉ	MISAHOE	NUATJA	ATAKPAMÉ	KLABÉ	YÉGUÉ	SOKODÉ	BASSARI	PAGOUDA	MANGO	DAPANGO
1		59,5	3,8	24,5		7,3	30,0	2,5	30,3	30,0	3,5	11,4		
2				3,5	80,6	12,5	6,0	13,9	30,0		G	0,5	40,1	
3		7,4	110,0	36,0		7,2		31,5	2,0	G				
4								14,0						
5				6,0					5,3	5,0	G	2,7	6,1	
6	37,2	19,0	21,2	23,5		6,8	10,0	5,0	30,1	13,1	21,0	0,5	1,4	
7	G												0,9	
8						7,0								
9	23,1	18,2	23,3			16,0						13,0	5,4	
10				27,0		0,2		31,2	20,5	6,9	16,0			3,3
11	2,6	22,0	20,0					6,0	0,3	7,5	22,5	G	5,3	30,8
12	7,0			18,5				15,1						
13				22,0		28,0	21,0		3,5	16,2	4,0	0,3		
14					10,0			4,0		G				
15				9,0			30,0						1,6	
16	18,9	37,0	17,5	8,0		25,0	20,5		10,2					
17					8,0				G		6,0	28,7	13,8	30,7
18		1,5						7,9		6,3		15,6	53,8	14,2
19														
20		17,0		0,5						1,5	11,0	2,9	14,4	
21						7,2								
22	1,6	3,1	56,2			5,0						0,2	8,1	57,8
23				3,0	4,0			36,4	15,0					
24		15,8			5,0		21,0			5,0	21,0			12,3
25	1,2	2,5	6,3		20,0	8,0			5,0		3,0			0,9
26		0,5		2,0	13,0		47,0		4,2			6,2	7,9	9,2
27								29,0				20,6		
28														
29										30,0		48,8		27,2
30				27,0	22,0	5,0	25,3				39,0		G	
TOTAL	91,6	203,5	258,3	192,0	181,1	135,2	210,8	196,5	156,4	121,5	157,0	151,4	152,8	186,4

(6) Hauteurs d'eau tombée en millimètres.

G: Gouttes.

ÉTAT des mouvements de la Navigation du Port de Lomé pendant le mois de Juillet 1934

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	DATES		TONNAGE NOMINAL	EQUIPAGE	TONNAGE	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
Roslagen Aalborg-Libreville	Suédois	30. 6. 34	3. 7. 34	1.078	24	—	—
163-Nigerian Liverpool-Opobo	Anglais	2. 7. 34	2. 7. 34	2.131	36	73.892	—
164-Reggestroom Hambourg-Kogo	Hollandais	—do—	—do—	1.689	39	22.678	—
165-Dixcove Londres-Douala	Anglais	3. 7. 34	3. 7. 34	1.995	34	25.159	—
166-Amérique Pte. Noire-Bordeaux	Français	—do—	—do—	4.867	143	—	0.062
167-Brazza Bordeaux-Pte. Noire	—do—	4. 7. 34	4. 7. 34	6.086	138	6.905	1.172
Arago (Cablier)	—do—	5. 7. 34	6. 7. 34	—	—	—	—
168-David Livingstone Liverpool-Kribi	Anglais	7. 7. 34	7. 7. 34	2.175	39	61.291	103.334
169-Thomas Holt Rotterdam-Warri	—do—	9. 7. 34	9. 7. 34	2.191	40	63.540	23.079
170-Barbara Marie Sapele-Brème	—do—	—do—	10. 7. 34	2.534	34	—	447.891
171-Banfora Douala-Marseille	Français	—do—	9. 7. 34	5.868	147	0.177	148.866
172-Touareg Marseille-Douala	—do—	13. 7. 34	13. 7. 34	3.122	73	52.014	—
173-Brazza Pte. Noire-Bordeaux	—do—	17. 7. 34	17. 7. 34	6.086	138	—	22.011
174-Ft. Lamy Matadi-Le Havre	—do—	20. 7. 34	20. 7. 34	3.116	44	—	107.837
175-Ft. Medine Anvers-Pte. Noire	—do—	—do—	—do—	3.141	44	57.541	—
176-Touareg Douala-Marseille	—do—	21. 7. 34	21. 7. 34	3.122	73	2.130	293.768
177-Wadai Douala-Hambourg	Allemand	—do—	—do—	2.763	78	—	—
178-Otho New-York-Matadi	Américain	23. 7. 34	23. 7. 34	2.976	34	141.431	—
179-Maaskerk Hambourg-Douala	Hollandais	—do—	—do—	2.447	66	74.302	—
180-Savoia Trieste-Durban	Italien	24. 7. 34	24. 7. 34	3.416	43	90.498	—
181-Asie Bordeaux-Pte. Noire	Français	25. 7. 34	25. 7. 34	4.214	158	4.670	1.022
182-Cathlamet New-York-Matadi	Américain	29. 7. 34	29. 7. 34	3.633	33	111.830	—
183-Ft. de Souville Pte. Noire-Hambourg	Français	—do—	—do—	3.129	44	—	64.880
184-Glenlea Abonema-Hambourg	Anglais	—do—	30. 7. 34	2.541	35	—	343.191
185-Deido Liverpool-Warri	—do—	30. 7. 34	—do—	2.122	38	43.823	9.719

Lomé, le 31 Juillet 1934.

Le Chef du Service des Douanes p. i.

BARBARROUX.

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'Administration du Territoire déclare déclinier toutes responsabilités à quelque titre que ce soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »

AVIS

La Société G. B. OLLIVANT & Co. Ltd. cherche un boutiquier avec caution.

Se présenter en personne.

XI^e FOIRE DU HAVRE

20 Avril — 5 Mai 1935.

La XI^e Foire du Havre, grande quinzaine coloniale, industrielle, commerciale et agricole, aura lieu du Samedi 20 Avril, veille de Pâques, au dimanche 5 Mai 1935.

Le vaste Palais des Expositions offrira aux visiteurs les stands des principales firmes de la région havraise de Paris et des provinces françaises.

Déjà, de très nombreux emplacements sont retenus.

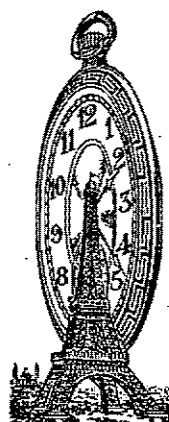
Tous les producteurs du sol, du sous-sol, de l'industrie et de la mer, auront intérêt à participer à cette manifestation qui, au cours des dix premières années, a marqué une évolution constante accentuant sans cesse sa force d'attraction.

Pour tous renseignements, s'adresser à M. le Président du Comité d'Organisation de la Foire du Havre, Hotel-de-Ville — Le Havre (Seine-Inf.)

COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

"A la Tour Eiffel"

JOYEROT & JACOT



Catalogue général d'Horlogerie
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé
gratis et franco.

Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

Facilités de paiement

Représentants sont demandés

23, rue Gambetta — BESANÇON — France